

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/38/CHE
15 juillet 1998

(98-2793)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: français

SUBVENTIONS

Notification nouvelle et complète présentée conformément à l'article XVI:1
du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

SUISSE

La Mission permanente de la Suisse a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après,
datée du 2 juillet 1998.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
PREMIERE PARTIE: INDUSTRIE.....	3
I. AIDE EN FAVEUR DES ZONES ECONOMIQUES EN REDEPLOIEMENT	3
II. AIDE AUX REGIONS DE MONTAGNE	4
Cautionnement et contributions au service de l'intérêt dans les régions de montagne.....	4
SECONDE PARTIE: AGRICULTURE.....	6
I. LAIT ET PRODUITS LAITIERS	6
I. a) Compte laitier de la Confédération	6
I. b) Beurre.....	6
I. c) Fromage	9
I. d) Conserves de lait.....	11
I. e) Mesures prises en matière de politique laitière.....	12

II.	BETAIL DE RENTE ET D'ELEVAGE.....	14
1.	Encouragement de la vente dans le pays.....	14
2.	Subventions aux exportations.....	14
III.	CHEVAUX.....	16
1.	Primes à l'élevage.....	16
2.	Subventions aux exportations.....	16
IV.	LAINE	17
	Acquisition de la laine indigène.....	17
V.	OEUFS.....	19
	Caisse de compensation des prix des oeufs et des produits à base d'oeufs.....	19
VI.	VIANDE BOVINE	20
	Mesures temporaires: mise en valeur de la viande bovine.....	20
VII.	CEREALES FOURRAGERES	21
	Primes pour la promotion de la culture des céréales fourragères, à l'exception du maïs, et des légumineuses à graines	21
VIII.	OLEAGINEUX	22
	Soutien des prix	22
IX.	BETTERAVES A SUCRE	25
	Soutien des prix	25
X.	POMMES DE TERRE.....	27
	Mise en valeur de la production de pommes de terre.....	27
XI.	FRUITS.....	29
	Mise en valeur de la production indigène.....	29
XII.	VINS, JUS DE RAISINS, RAISINS DE TABLE	31
1.	Soutien de la qualité par le contrôle de la vendange.....	31
2.	Utilisation non alcoolique du raisin (raisins de table)	31
XIII.	PRODUITS AGRICOLES TRANSFORMES.....	33
	Contributions à l'exportation.....	33

PREMIERE PARTIE

INDUSTRIE

I. AIDE EN FAVEUR DES ZONES ECONOMIQUES EN REDEPLOIEMENT

1. Titre du programme

Aide en faveur des zones économiques en redéploiement.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1er juillet au 31 décembre 1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encouragement de la réalisation de projets de l'économie privée visant à créer et réorienter des emplois dans les zones économiques en redéploiement.

4. Fondement et législation

L'Arrêté fédéral en faveur des zones économiques en redéploiement du 6 octobre 1995, en vigueur depuis le 1er juillet 1996; et les *Ordonnances* des 10 juin 1996 et 30 juin 1997.

5. Forme de la subvention

L'aide financière est allouée sous forme de:

- i) cautionnements de crédits d'investissements;
- ii) contributions au service de l'intérêt de crédits d'investissements;
- iii) allègements fiscaux.

6. A qui et comment la subvention est accordée

L'aide financière est accordée aux entreprises industrielles et aux entreprises de services proches de la production. Le montant du crédit pris en compte s'élève au maximum à un tiers du coût total du projet d'investissement.

Selon l'Ordonnance du 10 juin 1996, sont réputées en redéploiement les zones dans lesquelles:

- a) le chômage moyen au cours des trois dernières années a été supérieur de 10 pour cent au moins à la moyenne nationale;
- b) le nombre des emplois a évolué de manière nettement plus défavorable que la moyenne nationale; ou
- c) des indices clairs montrent qu'une au moins de ces conditions sera remplie à brève échéance, en particulier les perspectives d'évolution défavorables des branches économiques les plus importantes et des plus grandes entreprises.

Les subventions ont été réduites par l'introduction d'un plafond de 5 millions de francs suisses pour le crédit pour lequel des contributions à l'intérêt peuvent être versées. La subvention

maximale qui peut être accordée par cas (Confédération plus Canton) s'élève à 625 000 de francs suisses (taux d'intérêt de 5 pour cent).

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Depuis l'entrée en vigueur de l'Arrêté fédéral du 6 octobre 1995, 51,1 millions de francs suisses de cautions ont été accordés sur la base de la nouvelle législation.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme d'aide en faveur des zones économiques en redéploiement reste en vigueur pour une durée de cinq ans. Les durées maximales des aides financières par cas ont été réduites à huit ans pour les cautions et à cinq ans pour les contributions à l'intérêt.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'effet de la subvention sur le commerce est négligeable, sinon inexistant.

II. AIDE AUX REGIONS DE MONTAGNE

1. Titre du programme

Cautionnement et contributions au service de l'intérêt dans les régions de montagne.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme vise à permettre la mise à disposition de prêts de capitaux à long et moyen terme en faveur de petits et moyens établissements situés dans les régions de montagne.

4. Fondement et législation

Cette aide financière se base sur la *Loi fédérale encourageant l'octroi de cautionnements et de contributions au service de l'intérêt dans les régions de montagne* (RS 901.2) du 25 juin 1976. Les critères déterminant le besoin d'aide d'une région de montagne se trouvent dans la *Loi fédérale sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne* (RS 901.1) du 28 juin 1974 et dans l'*Ordonnance* (RS 901.11) du 9 juin 1995.

Une région est considérée comme ayant besoin d'aide lorsque les communes défavorisées représentent plus de 50 pour cent de sa superficie et au moins 20 pour cent de sa population. Sont réputées communes défavorisées celles pour lesquelles l'application de deux au moins des critères spécifiés ci-après donne des résultats qui se situent au-dessous d'une valeur-seuil fixée par le Département fédéral de l'économie publique; ces critères sont:

- i) le développement démographique à long terme (qui est exprimé par la moyenne résultant du facteur de développement et du facteur de la structure de la population selon l'âge, tels qu'ils sont spécifiés dans la loi);

- ii) la capacité économique (qui est fonction du facteur exprimant le revenu, tel qu'il est défini dans la loi);
- iii) l'équipement collectif existant (mesuré par le facteur indiquant le pouvoir d'attraction du lieu, tel qu'il est défini dans la loi). Ces indicateurs sont définis dans les articles 5 à 8 de l'*Ordonnance sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne* (RS 901.11) du 9 juin 1975.

5. Forme de la subvention

La Confédération encourage l'octroi de cautionnements en accordant des subventions à la *Coopérative suisse de cautionnement pour les arts et métiers* et en allouant des contributions au service de l'intérêt. La subvention ne porte ni sur un produit ni sur un secteur spécifiques.

6. A qui et comment la subvention est accordée

Le programme s'applique aux cautionnements et aux contributions au service de l'intérêt en faveur de petits et moyens établissements rentables ou susceptibles de se développer, existants ou à créer, dont l'activité est conforme à un programme de développement établi au sens de la *Loi fédérale sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne* (RS 901.1) du 28 juin 1974. Les prestations ne sont allouées qu'aux établissements qui ne sont pas déjà soutenus d'une autre manière par la Confédération.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

En 1997, la Confédération a participé aux pertes sur des crédits cautionnées pour un montant total de 3,5 millions de francs suisses, l'ensemble des engagements fédéraux s'élevant, en fin d'année, à 48,6 millions de francs suisses.

Les contributions au service de l'intérêt versées en 1997 se montent à 0,4 millions de francs suisses au total.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme d'aide en faveur des régions de montagne reste en vigueur pour une durée indéterminée.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'effet de la subvention sur le commerce est insignifiant, sinon inexistant.

SECONDE PARTIE

AGRICULTURE

I. LAIT ET PRODUITS LAITIERS

I. a) Compte laitier de la Confédération

L'économie laitière représente la branche la plus importante de l'agriculture suisse; elle rapporte un peu plus du tiers de la valeur brute de la production agricole. Un extrait du compte laitier de la Confédération présenté ci-dessous donne une vue d'ensemble des mesures financières prises dans ce secteur. Le détail de ces mesures (à l'exception du point 3) qui ne constitue pas une subvention spécifique selon l'article 2 de l'ASMC) sera examiné dans les chapitres suivants consacrés aux différents groupes de produits laitiers.

Période de compte	1997
Dépenses	Millions de francs
1. Placement du beurre	313,2
2. Placement du fromage	391,2
3. Contribution aux frais des détenteurs de vaches dont le lait n'est pas commercialisé	93,3
4. Réduction spéciale du prix des fromages à pâte molle ou mi-dure	50,5
5. Autres mesures (notamment mise en valeur des conserves de lait)	36,2
6. Suppléments sur le lait transformé en fromages	63,5
Total des dépenses	1 073,8
Couverture	
1. Ressources générales de la Confédération	789,3
2. Recettes à affectation spéciale	206,0
3. Participation des producteurs aux pertes	78,5
Total des recettes	1 073,8

I. b) Beurre

1. Titre du programme de subventions

Point 1 du compte laitier ci-dessus: placement du beurre.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le marché suisse du beurre est régi par la Centrale suisse du ravitaillement en beurre (BUTYRA), société coopérative de droit public qui détient le monopole de l'importation de beurre. Les subventions, qui peuvent se cumuler, encouragent le placement du beurre sur le marché intérieur exclusivement.

- Pour permettre aux centrales laitières de vendre sans perte le beurre de table aux prix fixés par le Conseil fédéral, la BUTYRA leur verse un subside.
- Pour permettre la vente du beurre de cuisine ou fondu à prix réduit, la Confédération accorde à la BUTYRA les fonds nécessaires; le montant de la réduction de prix, et par conséquent les pertes occasionnées, varient en fonction de la destination et de la qualité du produit.
- La BUTYRA participe aux dépenses de promotion de la consommation de beurre.
- Pour stimuler l'utilisation pour l'affouragement du lait écrémé à l'état frais, la BUTYRA verse un subside aux utilisateurs de ce produit.

Afin de limiter le plus possible le montant des pertes résultant de la mise en valeur du lait, un ordre de priorité a été établi. Il convient tout d'abord d'affecter la plus grande partie possible de la production indigène à la couverture des besoins en lait de consommation et en produits laitiers frais, dont la vente s'effectue sans pertes. Pour le reste, préférence doit être donnée à la fabrication du fromage et de conserves de lait au détriment de celle du beurre, qui occasionne le plus de pertes dans l'utilisation du lait.

4. Fondement et législation

- Loi sur l'agriculture du 3 octobre 1951;
- Arrêté de l'Assemblée fédérale concernant le lait, les produits laitiers et les graisses comestibles du 29 septembre 1953;
- Loi fédérale sur les marchandises à prix protégés du 21 décembre 1960;
- Arrêté sur l'économie laitière du 16 décembre 1988.

5. Forme de la subvention

Les subventions combinent des mesures sous forme de contributions financières des pouvoirs publics et de soutien des prix. La BUTYRA cède le beurre importé à des prix adaptés au prix de gros du beurre indigène, acquiert à un prix correspondant au prix de base du lait le beurre indigène qui ne peut trouver librement preneur et pourvoit à son placement à l'aide des contributions accordées par la Confédération. Les différentes formes de subventions au titre du placement du beurre sont les suivantes:

Période de compte	1997
1. Réduction du prix du beurre de table (beurre de choix, de laiterie, de fromagerie)	162,8
2. Réduction du prix du beurre de cuisine et du beurre fondu frais de stockage, de transport et intérêts	72,5
3. Frais de promotion	10,0
4. Subside pour le lait écrémé à l'état frais destiné à l'affouragement et en cas d'utilisation à des fins spéciales	47,6
5. Contributions diverses	20,3
Total des dépenses pour le placement du beurre (Millions de francs)	313,2

Toutes ces contributions sont versées directement à la BUTYRA.

Depuis le 1er juillet 1995, une contribution par kg de graisse de lait est versée lorsque de la graisse de lait sous forme de lait, yogourt ou de crème est utilisée pour fabriquer des glaces comestibles.

6. A qui et comment la subvention est accordée

Les contributions à la réduction du prix mentionnées aux points 1 et 2 sont octroyées par la BUTYRA aux fabricants (montant par unité).

Les bénéficiaires des mesures selon le quatrième poste du tableau du point 5 ci-dessus sont les éleveurs qui utilisent du lait écrémé ou les fabricants de produits spéciaux tels la caséine acide, les caséinates ou les succédanés du lait.

7. Montant unitaire de la subvention

Les subventions pour le beurre ont varié, selon la qualité, de la façon suivante:

	(francs par kg)		
	Beurre de choix	Beurre de cuisine	Beurre fondu
Dès le 1er janvier 1998	4,36	1,17 à 7,36	3,83 à 8,80
Dès le 1er mars 1996	4,66	1,47 à 7,66	4,06 à 9,03

8. Durée de la subvention

Les subventions sont inscrites annuellement au compte laitier. La période du compte laitier s'étend sur l'année du 1er novembre au 31 octobre de l'année suivante.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les tableaux ci-dessous illustrent l'évolution des prix et de la consommation de beurre:

Prix de détail
(en francs par kg)

	Dès le 1er avril 1995	Dès le 1er avril 1997
Beurre de choix (emballages de 200 g)	15,50	15,50
Beurre de cuisine frais (emballages de 250 g)	12,40	12,40
Beurre fondu (boîtes de 450 g)	12,67	12,67

Production, commerce et consommation
(en tonnes)

Année	Production	Dont beurre de choix	Importations	Consommation
1997	38 589	32 047	4 458	44 509

La Suisse n'exporte pratiquement pas de beurre.

I. c) Fromage

1. Titre du programme de subventions

Les subventions couvrent les points 2 et 4 du compte laitier sous I. a), à savoir:

- 1) le placement du fromage
- 2) la réduction spéciale du prix des fromages à pâte molle ou mi-dure

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La couverture par la Confédération d'une partie des déficits du compte laitier (le reste étant à la charge des producteurs de lait) permet de compenser l'écart entre, d'une part, le prix des ventes de fromages sur les marchés intérieurs et extérieurs¹ et, d'autre part, les coûts de revient de ces mêmes fromages établis en fonction du prix de base du lait.

4. Fondement et législation

- Loi sur l'agriculture du 3 octobre 1951;
- Arrêté de l'Assemblée fédérale concernant le lait, les produits laitiers et les graisses comestibles du 29 septembre 1953;

¹Compte tenu de la variation des stocks.

- Arrêté sur l'économie laitière du 16 décembre 1988;
- Loi fédérale sur la commercialisation du fromage du 27 juin 1969.

5. Forme de la subvention

La subvention au titre du placement du fromage consiste en une couverture du déficit par la Confédération de l'Union suisse du fromage (USF), chargée du placement de certains fromages. En ce qui concerne les autres sortes de fromages non administrées par l'USF, la Confédération couvre certaines dépenses, sous forme de réductions de prix, subventions aux exportations, dépenses pour frais généraux et frais de publicité.

En vertu des dispositions législatives énoncées ci-dessous, les organisations de producteurs de lait, de fabricants et d'exportateurs de fromage ont créé l'Union suisse du commerce du fromage S.A. (USF). Celle-ci a pour tâche de prendre en charge à des prix fixes, la production indigène de fromages à pâte dure (emmental, gruyère, sbrinz, soit environ 60 pour cent de la production totale), pour la revendre, par l'intermédiaire de maisons privées, aux meilleurs prix possibles en Suisse et à l'étranger. Toutefois, l'USF subit, dans l'exercice de cette activité, des pertes qui sont portées au compte laitier de la Confédération.

Les différentes formes de subventions au titre du placement du fromage sont les suivantes:

Période de compte	1997
1. Couvertures des pertes des organisations de marché	381,7
2. Contribution à la réduction de prix aux producteurs de fromages à pâte molle et mi-dure	50,5
3. Contribution aux coûts des exploitations produisant sur une demi-année	9,5
4. Contribution à l'amélioration des structures des fromageries artisanales	-

6. A qui et comment la subvention est accordée

Les subventions sont accordées aux bénéficiaires suivants sous la forme précisée ci-après:

- a) Fabricants de fromage:
 - contribution à la réduction du prix par kg de fromage
 - contribution à l'exploitation par kg de lait
- b) Commerçants de fromage:
 - contribution à la réduction du prix par kg de fromage (subventions aux exportations)
- c) Organisations de marché:
 - contribution à la réduction du prix par kg de fromage (subventions aux exportations)
 - couverture des déficits

7. Montant unitaire de la subvention

Les pertes résultant de l'écoulement du fromage varient d'un marché à l'autre.

8. Durée de la subvention

L'année de compte, valable pour le compte laitier. La période du compte laitier s'étend sur l'année du 1er novembre au 31 octobre de l'année suivante.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Production et consommation de fromage	1997
Production (en tonnes)	
Production indigène	135 950
Rendement supplémentaire de la matière première destinée à la fabrication de fromage fondu	4 700
Importation	30 786
Quantité totale	171 436
Quantité indigène exportée	60 824
Variations de stocks	- 1 320
Consommation (en tonnes)	
Quantité indigène	81 146
Importation	30 786
Consommation intérieure totale	111 932
Part en % de la quantité indigène	72,5
Part en % des importations	27,5
Consommation (en kg par habitant par année)	15,6
Part de la quantité indigène	11,3
Part des importations	4,3

I. d) Conserves de lait1. Titre du programme de subventions

Subvention à l'exportation de conserves de lait.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La subvention vise à sauvegarder les exportations traditionnelles de conserves de lait. Elle est payée sur la base de la quantité de lait utilisée pour la fabrication de ces produits.

4. Fondement et législation

Les bases juridiques sont les mêmes que pour le beurre.

5. Forme de la subvention

Versement aux exportateurs de conserves de lait.

6. A qui et comment la subvention est accordée

Versement aux exportateurs de conserves de lait sur la base de la quantité de lait entier utilisée pour la fabrication de ces produits.

7. Montant unitaire de la subvention

Les contributions à l'exportation par kg de lait utilisé pour la fabrication de ces produits ont été les suivantes:

(en centimes par kg)	Dès le 1er janvier 1998	Dès le 1er mars 1996
Lait stérilisé	50	50
Crème	50	65
Conserves de lait	50	60
Yaourt	50	60

8. Durée de la subvention

L'année de compte, valable pour le compte laitier. La période du compte laitier s'étend sur l'année du 1er novembre au 31 octobre de l'année suivante.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Production, commerce et consommation²
(en tonnes de lait frais utilisé)

Année	Production	Importations	Exportations commerciales	Oeuvres d'entraide	Consommation
1997	187 000	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

I. e) Mesures prises en matière de politique laitière1. Titre du programme de subventions

Soutien du prix du lait.

²Compte tenu de la variation des stocks.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le lait joue un rôle capital dans la politique agricole du pays. La production laitière représente environ un tiers de la production finale de l'agriculture. Le soutien des prix au producteur a pour but de maintenir un niveau approprié de production de lait en Suisse, tout en garantissant un revenu régulier aux producteurs.

4. Fondement et législation

- Loi sur l'agriculture du 3 octobre 1951;
- Arrêté de l'Assemblée fédérale concernant le lait, les produits laitiers et les graisses comestibles du 29 septembre 1953;
- Loi fédérale sur les marchandises à prix protégés du 21 décembre 1960;
- Arrêté sur l'économie laitière du 16 décembre 1988.

5. Forme de la subvention

Soutien du prix de base du lait.

6. A qui et comment la subvention est accordée

Le prix est garanti au producteur de lait. Le contingentement limite cependant la garantie du paiement du prix de base du lait. Au titre de ce système, qui a été aménagé à plusieurs reprises, un contingent individuel a été attribué à chaque producteur de lait. Pour le contingent, le prix de base, moins la retenue normale qui s'élevait à 2 centimes/kg, jusqu'au 1er novembre 1989 pour être à cette date relevée à 4 centimes/kg, est payé. En cas de dépassement, le producteur doit s'acquitter d'une taxe individuelle qui ne peut excéder 85 pour cent du prix de base du lait. Depuis le 1er novembre 1989, une taxe à la production supplémentaire de 5 centimes/kg au maximum est perçue sur les livraisons de lait de 80 000 kg à 200 000 kg. Ladite taxe peut atteindre au maximum 10 centimes/kg pour les livraisons supérieures à 200 000 kg.

7. Montant unitaire de la subvention

Le prix de base aux producteurs de lait a été fixé par le gouvernement de la manière suivante:

Dès le 1er mars 1996	87 centimes par kg.
----------------------	---------------------

8. Durée de la subvention

Le prix du lait est fixé périodiquement par le Conseil fédéral.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Livraisons de lait:

<u>Période</u>	<u>En milliers de tonnes</u>
1995/96	3 061
1996/97	3 055

Les chiffres montrent que le contingentement de la production de lait a permis de stabiliser les livraisons.

II. BETAİL DE RENTE ET D'ELEVAGE1. Titre du programme de subventions

- 1) Encouragement de la vente dans le pays.
- 2) Subventions aux exportations.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les différentes mesures dans ce secteur visent surtout à améliorer la situation de l'agriculture dans les régions de montagne, où la production animale constitue la ressource la plus importante, voire la seule. Elles permettent ainsi d'apporter une aide aux exploitations de montagne, désavantagées par leur situation géographique et par le climat.

Ces mesures visent en particulier à ce que les animaux d'élevage et de rente de bonne qualité puissent en général se vendre à des prix couvrant les frais de production.

4. Fondement et législation

- Loi sur l'agriculture du 3 octobre 1951;
- Loi fédérale sur la vente de bestiaux du 15 juin 1962.

5. Forme de la subvention

Contributions (don).

6. A qui et comment la subvention est accordée

- 1) Encouragement de la vente dans le pays

Pour empêcher que le placement du bétail d'élevage et de rente des régions de montagne ne rencontre des difficultés, la Confédération accorde des subsides aux cantons, aux organismes mandatés qui achètent des animaux à des éleveurs de ces régions lors de marchés, concours ou expositions, à des prix plus élevés que les prix de vente.

Lorsque les agriculteurs n'arrivent plus à écouler leur bétail, des ventes qui permettent aux organismes d'acheter des animaux pour les retirer momentanément du marché sont organisées. Dès que la demande repart, ces génisses ou vaches sont alors vendues comme animaux de rente. Au cas où il n'y a pas preneur, les animaux sont menés à l'abattoir, ce qui occasionne des coûts assumés par la Confédération (jusqu'à un montant maximum fixé par la loi).

2) Subventions aux exportations

Des subsides sont alloués pour aligner les prix des animaux exportés sur ceux qui sont pratiqués sur les marchés d'exportations traditionnels. Les contributions consistent en un montant de base fixe et un montant variable dépendant de la qualité de l'animal; elles sont versées jusqu'à concurrence d'un montant maximum. De plus, la Confédération prend à sa charge les frais de transport jusqu'à la frontière suisse.

7. Montant unitaire de la subvention

Total (en milliers de francs)	1997
Encouragement de la vente dans le pays:	
-subsidés pour alléger le marché	2 094
Subventions aux exportations	104
Total	2 773
Par unité (en moyenne, francs par unité de bétail)	
Encouragement de la vente dans le pays:	
-subsidés pour alléger le marché	572
Subventions aux exportations	250

8. Durée de la subvention

Les subsides pour alléger le marché sont en application depuis 1958. Les subventions aux exportations sont en application depuis 1954.

Les dépenses au titre de l'encouragement à la vente de bétail sont inscrites annuellement au budget de la Confédération. Les subventions à l'exportation sont allouées en deux versements par an au plus. Les versements au titre des achats d'allégement se font en règle générale en une tranche annuelle.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les achats destinés à alléger le marché, limités dans le temps et géographiquement, ont pour fonction d'éviter un effondrement des prix du bétail des régions de montagne et constituent un facteur stabilisateur du revenu des agriculteurs de ces régions défavorisées.

Les primes à l'exportation ont permis de maintenir les exportations traditionnelles de bétail, dans l'intérêt de l'élevage des régions de montagne principalement.

Production et exportations de bestiaux d'élevage et de rente

(Nombre de têtes) Année	Production de veaux d'élevage et de rente	Exportations de génisses, vaches et taureaux
1997	250 000 ³	0

La Suisse n'importe pratiquement pas de bétail de rente. Les exportations se trouvent à zéro suite aux restrictions dans les pays importateurs, dû à l'ESB.

III. CHEVAUX1. Titre du programme de subventions

- 1) Primes à l'élevage.
- 2) Subventions aux exportations.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le Conseil fédéral prend des mesures pour maintenir un élevage chevalin indigène adapté aux besoins de l'agriculture et de l'armée. Ces mesures s'appliquent au cheval des Franches-Montagnes, au demi-sang, au cheval Hafling et au mulet.

4. Fondement et législation

Loi sur l'agriculture du 3 octobre 1951.

5. Forme de la subvention1) Primes à l'élevage

Des primes annuelles ou uniques sont versées aux détenteurs ou groupements d'éleveurs, notamment pour l'élevage et la garde d'étalons de qualité, le poulinage, les pouliches et les hongres.

2) Subventions aux exportations

Une aide financière fédérale à l'exportation est accordée aux éleveurs pour l'exportation de chevaux appartenant aux races encouragées par la Confédération. Le montant total des subsides à l'exportation s'est élevé à 140 000 francs en 1997.

³Estimation.

6. A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux éleveurs, respectivement aux exportateurs.

7. Montant unitaire de la subvention

Année	Total (en milliers de francs)	Prime de poulinage (en francs)	Prime annuelle pour poulache de un an et demi à trois ans et demi (en francs)
1997	3 414	60-200	400-700

8. Durée de la subvention

La subvention est en application depuis 1960.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

De 1951 à 1990, le nombre de chevaux a diminué de 131 000 à 45 000. Les mesures prises devraient permettre de maintenir un effectif limité de chevaux dans l'agriculture et d'encourager l'élevage de chevaux pour le sport équestre.

Cheptel et commerce⁴
(Nombre de têtes)

Année	Cheptel	Importations	Exportations
1997	45 799	2 590	1 930

La plupart des exportations ne sont pas subventionnées (les subventions portent sur environ 100 têtes par an).

IV. LAINE

1. Titre du programme de subventions

Acquisition de la laine indigène.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'effectif des moutons se monte actuellement à environ 440 000 têtes, dont la grande majorité se trouve dans les régions de montagne. La subvention accordée permet à l'industrie lainière suisse

⁴Le recensement est effectué au mois d'avril de chaque année. Les chevaux destinés à l'abattage ne sont pas inclus.

d'acquérir la laine du pays, tout en garantissant aux producteurs une contribution à leurs coûts de production. Elle a pour but principal d'améliorer le revenu de la population montagnarde.

4. Fondement et législation

Loi fédérale sur la vente de bestiaux du 15 juin 1962.

5. Forme de la subvention

L'acquisition de la laine indigène auprès des producteurs est assurée par la Centrale de la laine indigène (CLI), un organe de la Fédération ovine suisse. La Centrale achète la laine indigène. Le prix reçu par le producteur est composé, d'une part, de la contribution fédérale fixée par le Département de l'économie publique et, d'autre part, d'un montant qui varie selon les prix obtenus par la CLI lors de la revente sur le marché. La Confédération rembourse à la CLI les pertes résultant de son activité jusqu'à concurrence d'un montant maximum fixé à 200 000 francs par an.

La Confédération alloue une contribution annuelle jusqu'à concurrence de 1,8 million de francs.

La subvention prend la forme d'une part d'un soutien des prix, qui résulte de la différence entre le prix fixé par le Conseil fédéral et le prix du marché, et d'autre part du remboursement des pertes occasionnées par la CLI, en charge de l'acquisition de la laine. Ce remboursement couvre en principe la différence de prix citée et le montant variable accordé par la CLI.

6. A qui et comment la subvention est accordée

La grande partie est accordée au producteur par le biais du prix payé par la CLI. Le reste sert à couvrir le déficit de la CLI.

7. Montant unitaire de la subvention

Année	Total (en milliers de francs)	Unitaire (en francs par tonne)
1997	1 556	2 568

8. Durée de la subvention

La subvention a été instaurée en 1962. Elle est allouée en deux tranches annuellement.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce⁵

(en tonnes)

Année	Production	Importations	Exportations
1997	606	5 300	716

⁵Laines, etc., des numéros du tarif douanier 5101.1100/1900, 5101.2100/2900, 5101.3000, 5105.1000/2900.

V. OEUFS

1. Titre du programme de subventions

Caisse de compensation des prix des oeufs et des produits à base d'oeufs.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le but de la subvention est de favoriser l'écoulement des oeufs du pays.

4. Fondement et législation

- Loi sur l'agriculture du 3 octobre 1951;
- Loi fédérale sur les marchandises à prix protégés et la caisse de compensation des prix des oeufs et des produits à base d'oeufs du 21 décembre 1960.

5. Forme de la subvention

Contributions (don).

6. A qui et comment la subvention est accordée

La caisse de compensation du prix des oeufs et des produits à base d'oeufs est alimentée exclusivement par les parts de droits de douane à affectation spéciale perçues sur les importations d'oeufs et de produits à base d'oeufs. Elle couvre les dépenses des organisations chargées du ramassage, du transport et de la distribution des oeufs indigènes destinés aux importateurs dans le cadre de leur prise en charge obligatoire (importations à l'intérieur du contingent tarifaire uniquement). Elle participe également aux frais de publicité en faveur de la consommation d'oeufs et peut fournir des prestations en faveur d'autres mesures tendant à faciliter l'écoulement des oeufs du pays.

7. Montant de la subvention

Année	Montant total (en millions de francs)
1997	5,9

8. Durée de la subvention

Les versements sont opérés sur une base mensuelle au cours d'une année civile.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Production, commerce et consommation d'oeufs en coquille
(en millions de pièces)

Année	Production	Importations	Consommation
1997	663	377	888

Les exportations sont insignifiantes.

VI. VIANDE BOVINE1. Titre du programme de subventions

Mesures temporaires: mise en valeur de la viande bovine.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Des mesures extraordinaires visant à soutenir le marché du boeuf ont été prises suite aux problèmes suscités par l'ESB en Europe.

4. Fondement et législation

- Loi sur l'agriculture du 3 octobre 1951;
- Arrêté du Conseil fédéral du 9 décembre 1996: 25 millions (à fonds perdu);
- Arrêté du Conseil fédéral du 176 septembre 19976: 15 millions (à fonds perdu).

5. Forme de la subvention

Cf. point 4.

6. A qui et comment la subvention est accordée

Trois types de mesures ont été introduites afin de gérer la crise:

- Des interventions sur le marché (achats et stockage) par la Coopérative suisse pour l'approvisionnement en bétail de boucherie et en viande (CBV).
- Une réduction ciblée des prix de la viande, rendue aux personnes nécessiteuses.
- La mise à disposition de viande pour les oeuvres de l'aide humanitaire suisse.

7. Montant de la subvention

Les mesures s'élèvent à un montant total de 40 millions.

8. Durée de la subvention

- Arrêté du 9 décembre 1996: jusqu'au 31 mars 1997.
- Arrêté du 17 septembre 1997: jusqu'au 31 décembre 1997.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Entre le 30 août 1996 et le 20 décembre 1996, les prix à la production se sont stabilisés en raison d'une offre plus faible et des mesures prises pour alléger le marché.

Catégorie animale	5 janvier 1996 fr/kg PM ⁶	20 décembre 1996 fr/kg PM	27 juin 1997 fr/kg PM	19 décembre 1997 fr/kg PM
Vaches (VK A3)	4,55	2,77	4,94	3,82
Génisses (RG T3)	7,89	6,29	6,87	7,04
Taureaux (MT T3)	8,77	7,34	7,56	8,38

VII. CEREALES FOURRAGERES

1. Titre du programme de subventions

Primes pour la promotion de la culture des céréales fourragères, à l'exception du maïs, et des légumineuses à graines.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les primes de culture pour les céréales fourragères constituent une des mesures visant à sauvegarder la sécurité alimentaire et le revenu paysan.

4. Fondement et législation

- Loi sur l'agriculture du 3 octobre 1951.

5. Forme de la subvention

Il s'agit d'un versement accordé au producteur (don).

⁶Poids mort.

6. A qui et comment la subvention est accordée

Des primes de culture proportionnées à la surface cultivée sont allouées aux producteurs indigènes d'avoine, de triticales, d'orge, d'engrain⁷ et d'amidonniér⁸, de pois protéagineux et de féveroles.

Pour le financement de ces primes, il est fait recours au produit des parts de droits de douane à affectation spéciale perçues sur les matières fourragères importées.

Les primes sont allouées annuellement dans le budget de la Confédération.

7. Montant unitaire de la subvention

En 1997, les montants suivants par hectare ont été versés (en francs):

Orge, triticales, avoine, engrain et amidonnier

Pour les premiers 10 hectares	770
Plus de 10 hectares	560

Pour les féveroles et les pois protéagineux, la prime de culture, quelle que soit la surface, s'est élevée en 1997 à 1 260 francs par hectare.

8. Durée de la subvention

La mesure a été introduite en 1951.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Production, commerce et consommation
(compte non tenu des variations de stocks)

Orge, avoine, féveroles, pois protéagineux

Année	Production	Importations (en milliers de tonnes)	Consommation
1997	374	26	400

VIII. OLEAGINEUX1. Titre du programme de subventions

Soutien des prix.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

⁷A partir de 1996.

⁸Provisoire.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les mesures en faveur de la culture des champs visent à maintenir une surface minimum de culture des oléagineux, à la fois pour des raisons biologiques liées à la nécessité d'une certaine diversification des cultures et pour des raisons de sécurité alimentaire.

4. Fondement et législation

Loi sur l'agriculture du 3 octobre 1951.

5. Forme de la subvention

La subvention prend la forme d'un versement annuel aux huileries (don).

- a) Colza: les prix de vente de l'huile de colza sont déterminés en fonction des cours des autres huiles comestibles. La subvention est constituée par le remboursement effectué par la Confédération aux huileries de la perte résultant de la différence entre leur prix de revient et le prix de vente de l'huile et de tourteau de colza.
- b) Soja et tournesols: les prix de vente du soja et des tournesols aux huileries sont déterminés en fonction de la situation des marchés mondiaux et des prix pratiqués sur ceux-ci. La subvention est constituée par la différence, qui est prise en charge par la Confédération, existant entre le prix à l'importation et le prix de cession des huileries.

6. A qui et comment la subvention est accordée

La subvention à la culture des oléagineux consiste en un soutien des prix et revenus sous forme d'une garantie de prise en charge et de prix pour le colza, le soja et les tournesols. Cette garantie se concrétise par un versement aux huileries pour garantir les prix.

Le Conseil fédéral fixe la surface pour laquelle il garantit aux producteurs l'achat des oléagineux récoltés. Cette surface est de 20 000 hectares, avec une limitation supérieure de la part attribuée à la culture de colza de 16 000 hectares. Le Conseil fédéral fixe le prix à la production en tenant compte des frais de production, des rendements et des possibilités d'utilisation.

7. Montant annuel de la subvention

Colza		
Année	Total (en milliers de francs)	Par tonne de graines (en francs)
1997	32 403	647
Soja		
1997	3 562	571
Tournesols		
1997	1 724	587

8. Durée de la subvention

Les huileries ont obtenu sur la base de l'Ordonnance du 16 juin 1986 une contribution annuelle de la Confédération qui s'élève aux déficits qui découlent de la transformation indigène de la récolte de colza. La culture de soja est soutenue depuis la récolte de 1988 au moyen de la même garantie de prix et de prise en charge valable pour la surface de 2 000 hectares affectée au départ. Depuis 1994, la réglementation couvre aussi les tournesols pour la production d'huile comestible. L'Ordonnance du 24 mai 1995 sur les oléagineux a remplacé les Ordonnances sur le colza, le soja et le tournesol. En même temps, la surface d'oléagineux a été limitée à 20 000 hectares, la surface de colza ne devant pas dépasser 16 000 hectares.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

La subvention a permis de maintenir une surface minimum de culture des oléagineux. La production indigène atteint en moyenne 20 à 25 pour cent de la consommation suisse d'huiles et de graisses végétales.

Production, commerce et consommation

Colza (en tonnes)		
Année	Production de graines de colza	Consommation d'huile de colza
1997	50 091	18 928

Les importations de graines et d'huile de colza sont négligeables et irrégulières. Il n'y a pas d'exportations.

Soja (en tonnes)			
Année	Production de graines de soja	Importations de graines de soja	Exportations d'huile de soja
1997	6 239	96 545	13 473

Tournesols (en tonnes)			
Année	Production de graines de tournesols	Importations de graines de tournesols	Exportations d'huile de tournesols
1997	2 937	30 057	535

IX. BETTERAVES A SUCRE

1. Titre du programme de subventions

Soutien des prix.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Grâce à la garantie de la Confédération, les sucreries sont en mesure de traiter les betteraves indigènes, même lorsque les prix du sucre sont extrêmement bas sur le marché mondial. Ceci répond aux intérêts de sécurité alimentaire de même qu'à l'objectif visant à favoriser une diversification des cultures.

4. Fondement et législation

Arrêté fédéral sur l'économie sucrière indigène du 23 juin 1989.

5. Forme de la subvention

Il s'agit de la participation à un mécanisme financier, à savoir le Fonds du sucre. Le Fonds du sucre est destiné à la couverture des déficits de transformation des sucreries liés à la transformation de la récolte de betteraves sucrières indigènes. Les recettes douanières sous forme de parts de droits de douane à affectation spéciale et les aides financières de la Confédération inscrites au budget fédéral alimentent ce fonds, qui sert à la couverture des déficits des sucreries.

6. A qui et comment la subvention est accordée

Afin de permettre aux sucreries d'acheter, aux prix fixés par le Conseil fédéral, les betteraves produites conformément aux contrats de culture conclus avec les planteurs, la Confédération leur alloue une subvention sous la forme d'une garantie contre un déficit éventuel. Le prix des betteraves correspond en principe à leur coût de production dans des entreprises agricoles

rationnellement gérées. Les sucreries doivent vendre le sucre raffiné dans le pays à un prix équivalant à celui du sucre importé, marchandise dédouanée. Ceci peut leur occasionner des pertes lorsque le prix mondial est très bas.

L'Arrêté fédéral sur l'économie sucrière indigène, entré en vigueur le 1er octobre 1989, a effet jusqu'au 30 septembre 1999. Les pertes éventuelles résultant de la vente du sucre indigène sont couvertes, dans l'ordre suivant, par:

- 1) une part du produit du droit de douane fixée par le Conseil fédéral;
- 2) les recettes des années précédentes ("différences positives");
- 3) les parts de bénéfices provenant des activités connexes des sucreries et du rendement de l'extraction du sucre;
- 4) des aides financières de la Confédération.

La quantité maximale de betteraves sucrières pour laquelle la Confédération garantit l'écoulement au prix fixé est déterminée chaque année par le Conseil fédéral. Depuis 1996, cette quantité a été arrêtée à 1 100 000 tonnes.

Les sucreries perçoivent une marge de transformation fixée à l'avance pour la transformation des betteraves sucrières. Le déficit né de la transformation est défini sur la base des coûts de prise en charge des betteraves, de la marge de transformation et des recettes tirées de la vente du sucre et des produits dérivés.

7. Montant unitaire de la subvention

Année	Total (en milliers de francs)	Francs par 100 kg de sucre raffiné indigène
1997	22 008	12

8. Durée de la subvention

La subvention est fixée pour une année du sucre (1er octobre-30 septembre). Les versements sont inscrits au budget de la Confédération pour l'année suivante. Le mécanisme de financement actuel a été mis en place au 1er juillet 1995.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Production, commerce et consommation de sucre (en tonnes)

Année	Production	Importations ⁹	Exportations ¹⁰
1997	182 790	119 000	275

⁹Numéros du tarif douanier: 1701.1100/1200/9100/9900/9991/9999 (1994); 1701.1100/1200/9100/9991/9999 (1995/96).

¹⁰Id. 11.

X. POMMES DE TERRE

1. Titre du programme de subventions

Encouragement à l'utilisation des pommes de terre.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

En vertu de l'article 32*bis* de la Constitution fédérale (RS 101), la législation doit encourager l'emploi des matières distillables indigènes - dont la pomme de terre - pour l'alimentation humaine ou l'affouragement.

Cette disposition vise entre autres à diminuer la production et la consommation d'eau-de-vie dans la perspective de sauvegarder la santé publique. L'article 8 de la Loi sur l'alcool n'autorise la distillation des pommes de terre que s'il est impossible d'utiliser la récolte d'une manière plus rationnelle. Dans ce contexte, les subventions servent donc à promouvoir l'utilisation des pommes de terre à d'autres fins que la fabrication d'alcool.

4. Fondement et législation

- Article 32*bis* de la Constitution fédérale;
- Loi fédérale sur l'alcool du 21 juin 1932.

5. Forme de la subvention

Les subventions prennent les formes suivantes:

- 1) plants de pommes de terre indigènes;
- 2) utilisation des excédents: subsides sous forme d'aide à la transformation de pommes de terre en flocons et en farine pour l'affouragement, à l'affouragement sous forme fraîche et à l'exportation de pommes de terre de table et de produits de pommes de terre;
- 3) aide financière aux organisations de pommes de terre;
- 4) aide financière pour la recherche;
- 5) aide financière pour la publicité en faveur de la consommation de pommes de terre.

6. A qui et comment la subvention est accordée

Les types de subventions allouées sont les suivants:

1) Des aides financières de la Confédération

La Confédération accorde des subventions et prend d'autres mesures pour assurer l'utilisation des récoltes de pommes de terre sans distillation. Les subventions et autres mesures doivent tendre à l'adaptation de la production de pommes de terre aux possibilités d'écoulement. Elle alloue, dans le cadre des crédits autorisés, des aides financières pour encourager, par la publicité, l'information, la surveillance de la qualité et des moyens analogues, la vente de pommes de terre de table. Des aides financières peuvent en outre être allouées pour soutenir la recherche dans les domaines de la technologie, de l'alimentation et de l'affouragement ainsi que pour vulgariser les connaissances acquises.

Type de subventions

Bénéficiaire

Subside de transport

Maisons de commerce

Subside pour abaisser le prix des pommes de terre tout-venant destinées à l'affouragement.

Producteurs, acheteurs, détenteur de bétail

Indemnité forfaitaire pour la transformation des excédents

Usines de déshydratation

Aide financière aux organisations de pommes de terre

Commission suisse de pommes de terre

Aide financière pour la recherche

Commission suisse de la pomme de terre/Station fédérale de recherches agronomiques

Aide financière pour la publicité en faveur de la consommation de pomme de terre

Commission suisse de la pommes de terre

Les subventions sont planifiées au début de chaque campagne, en fonction des crédits accordés et de l'abondance de la récolte. Elles peuvent varier d'une année à l'autre et font l'objet d'instructions et de directives spéciales.

7. Montant de la subvention

Utilisation des pommes de terre (en milliers de francs)

Année

Dépenses totales

1997

40 195

Montant par unité (fr. par tonne)

Année

Utilisation des excédents

1997

198,45

8. Durée de la subvention

Subsides pour la campagne d'utilisation: à partir du 1er septembre jusqu'à la fin de la campagne

Subsides aux organisations et pour la recherche: montant unique pour toute l'année

Subsides pour la publicité: montant unique pour toute l'année

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Production, commerce et consommation

(pommes de terre de table, de semence et fourragères)

(en milliers de tonnes)

Année	Récolte	Importations	Exportations	Part de la récolte destinée à l'alimentation humaine indigène
1997	687	16	3	390

XI. FRUITS

1. Titre du programme de subventions

Mise en valeur de la production indigène.

2. Période sur laquelle porte la notification

1.07-1996 - 31.12.1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Dans la perspective de sauvegarder la santé publique et en vertu de l'article 32*bis* de la Constitution fédérale, la législation doit tendre à diminuer la production et la consommation d'eau-de-vie et à encourager la production du fruit de table. Grâce aux mesures adoptées à cet effet, la consommation suisse de fruits par habitant est parmi les plus élevées en Europe.

D'autres mesures dans ce secteur visent à éviter un effondrement des prix des produits indigènes.

4. Fondement et législation

- article 32*bis* de la Constitution fédérale;
- Loi sur l'alcool du 21 juin 1932;
- Loi sur l'agriculture du 3 octobre 1951.

5. Forme de la subvention

L'octroi des subventions s'effectue de manière différente selon leur nature:

- 1) contributions aux frais de contrôle de qualité et de promotion en faveur de la consommation des fruits. Les contributions sont octroyées aux organisations interprofessionnelles du secteur. Elles sont forfaitaires ou proportionnelles à la participation financière des organisations;
- 2) subventions pour encourager l'utilisation sans distillation des excédents. D'une part, elles sont avant tout destinées aux fabricants de jus de fruits concentrés et couvrent les frais supplémentaires occasionnés par la prise en charge des excédents. D'autre part, les subventions sont accordées aux exportateurs pour permettre la sauvegarde des exportations de cerises et de certains produits de fruits, en particulier les concentrés de jus de fruits à pépins vers les débouchés traditionnels. L'allocation de ces subventions est liée à la condition que les prix minimaux fixés par le Conseil fédéral pour les fruits à cidre soient respectés. Il s'agit de sommes fixes par unité qui sont déterminées en fonction des conditions du marché;
- 3) contributions aux frais de la vulgarisation dans le domaine de la culture fruitière, visant à rationaliser la culture et à améliorer la qualité des fruits. Elles sont accordées aux cantons qui fournissent eux-mêmes des aides à cette fin;
- 4) contributions au renouvellement des cultures d'abricotiers et à l'abaissement du prix des abricots destinés à la transformation industrielle. Les contributions sont versées aux producteurs. Celles relatives au renouvellement des cultures ont été introduites dans le plan d'action qui a débuté en 1995 et qui est limité à 1998. Il s'agit de sommes fixes par hectare et par tonne.

6. A qui et comment la subvention est accordée

Cf. réponses à la question 5.

7. Montant unitaire de la subvention

Montant total

(en milliers de francs)

Année	Total	Point 1) à 2)	Point 3)	Point 4) ¹¹
1996/97 ¹²	6 877	3 630	1 042	2 205
1996/97 ¹³	10 316	7 269	597	2 450

¹¹ Années civiles 1996, 1997.

¹² 1.07.96 - 31.01.1997

¹³ 1.02.97 - 31.12.1997

Montant par unité

La contribution visant à abaisser le prix des abricots destinés à la transformation industrielle s'est élevée à 54 centimes, respectivement 31 centimes, par kg d'abricots pour 1996, respectivement 1997.

La contribution octroyée pour le renouvellement des cultures d'abricotiers varie de 3 à 6,50 francs par mètre carré. La déclivité de la parcelle, l'aménagement de celle-ci et les charges environnementales consenties par le producteur sont les paramètres qui déterminent la subvention.

Les montants par unité concernant les autres mesures mentionnées ne peuvent être indiqués, leur importance variant trop selon les conditions et la situation du marché.

8. Durée de la subvention

Pour les mesures institutionnalisées au cours de la période sur laquelle porte la notification, cf. réponses à la question 5.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les subventions ont notamment pour effet de permettre, dans une large mesure, l'utilisation non alcoolique de la récolte de fruits à pépins. La consommation suisse par habitant de fruits sous toutes ces formes étant très élevée, la production indigène de fruits ne couvre selon les années qu'environ la moitié des besoins du pays.

Production et commerce

(en milliers de tonnes)

Année	Production		Importations	
	Total ¹⁴	Dont pommes	Chapitre 08	Position 0808/0809
1997	n.d.	n.d.	436	65

Les quantités de fruits exportés (chapitre 08) se sont élevées à:

1997 : 2 508 tonnes

XII. VINS, JUS DE RAISINS, RAISINS DE TABLE1. Titre du programme de subventions

Les mesures suivantes sont prises dans le cadre de l'encouragement à la viticulture:

- 1) soutien de la qualité par le contrôle de la vendange;
- 2) utilisation non alcoolique du raisin (raisins de table).

¹⁴Pommes, poires, coings, cerises, prunes et pruneaux, abricots, pêches, noix, kiwis et baies.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les mesures énumérées au point 1 sont destinées à favoriser le placement de la récolte viticole. Les subventions pour l'utilisation non alcoolique des raisins favorisent l'écoulement d'une partie de la récolte et de certains types de raisins (Chasselas et Américano du Tessin).

4. Fondement et législation

- Loi sur l'agriculture du 3 octobre 1951;
- Arrêté fédéral instituant des mesures en faveur de la viticulture du 22 juin 1979;
- Statut du vin du 23 décembre 1971.

5. Forme de la subvention

Contributions (don).

6. A qui et comment la subvention est accordée

Les mesures favorisant l'élaboration de jus de raisin ainsi que l'utilisation industrielle de vins excédentaires sont abandonnées depuis 1990. Les subventions aux renouvellement des vignobles ont été supprimées à la fin de 1992. Le financement des mesures d'encouragement à la viticulture est assuré par le Fonds vinicole. Celui-ci est alimenté par une part des droits de douane à affectation spéciale perçue sur les jus de raisins et les vins importés en fûts.

Les aides financières liées au contrôle de la vendange sont attribuées aux Cantons comme indemnisation administrative pour leur activité en tant que responsables de l'application du contrôle. Elles couvrent entre 60 et 80 pour cent des dépenses cantonales.

Les subsides pour l'utilisation non alcoolique du raisin sont alloués au commerce de raisins de table, à condition qu'ils paient au producteur la marchandise aux prix fixés. Ces subsides doivent en fin de compte profiter aux consommateurs.

7. Montant unitaire de la subvention

Montant de la subvention

(en milliers de francs)

Année	Contrôle de la vendange	Raisin de table
1997	1 165	1 730

Montant unitaire:

Utilisation non alcoolique du raisin (raisin de table): entre 1,00 et 2,40 francs/kg.

8. Durée de la subvention

La subvention destinée au contrôle des vendanges est octroyée chaque année après la présentation des décomptes des Cantons, en accord avec la base légale y relative en vigueur. En ce qui concerne la vente de raisin de table, la subvention a été sensiblement augmentée en 1984. Les contributions sont versées chaque année en automne, après la campagne de vente, qui dure de trois à cinq semaines, dépendant des conditions de maturation.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerceProduction, commerce et consommation¹⁵

Vin (en milliers d'hectolitres)				
Année	Production	Importations	Exportations	Consommation
1996-1997	1 304	1 617	13,5	2 930
Jus de raisins (en milliers d'hectolitres)				
1996-1997	0,7	92	2	91
Raisins de table (en milliers de tonnes)				
1996-1997	0,7	34,8	-	35,5

XIII. PRODUITS AGRICOLES TRANSFORMES1. Titre du programme de subventions

Contributions à l'exportation.

2. Période sur laquelle porte la notification

La période sur laquelle porte la notification est 1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Afin de placer l'industrie alimentaire suisse sur un pied d'égalité avec la concurrence extérieure en ce qui concerne les coûts des matières de base agricoles entrant dans la fabrication des produits agricoles transformés, la loi susmentionnée autorise la Suisse à accorder des contributions à l'exportation.

4. Fondement et législation

La Loi fédérale du 13 décembre 1974 sur l'importation et l'exportation de produits agricoles transformés, en vigueur depuis le 1er juin 1976; et l'Ordonnance réglant les contributions à l'exportation de produits agricoles transformés du 18 octobre 1995.

¹⁵ Les chiffres sont basés sur l'année vinicole qui s'étend du 1er juillet jusqu'au 30 juin.

5. Forme de la subvention

Les contributions sont accordées pour l'exportation de certains produits agricoles de base (produits laitiers, ovoproduits, produits de céréales, sucre et mélasses) tant qu'ils sont exportés sous forme de produits alimentaires transformés. Elles sont calculées suivant la différence entre les prix suisses et les prix étrangers des produits agricoles de base et suivant la quantité de produits agricoles de base utilisée pour la fabrication des marchandises exportées.

6. A qui et comment la subvention est accordée

Les contributions sont versées aux fabricants après l'exportation. Les demandes de contributions peuvent comprendre les exportations effectuées durant une période de un à 12 mois.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant total des contributions versées a été de 127,8 millions de francs en 1997.

Montant par unité:

Les contributions à l'exportation sont calculées et fixées périodiquement (en principe tous les trois mois) pour chacun des principaux produits agricoles de base utilisés par l'industrie alimentaire sur la base des différences entre prix représentatifs suisses et étrangers. Leur montant par unité de produit transformé dépend, en outre, des quantités de produits agricoles de base entrant dans la fabrication des marchandises exportées.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Les contributions à l'exportation sont en application depuis le 1er juin 1976. Le budget est alloué sur une base annuelle du 1er janvier au 31 décembre.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les contributions à l'exportation permettent de placer, sur les marchés extérieurs, les entreprises suisses dans les mêmes conditions de concurrence que les entreprises étrangères en ce qui concerne les coûts d'acquisition des principales matières agricoles de base.
